



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NUMERO SPECIAL

Edition n° 23 du 13 juin 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr

☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 13 juin 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	773
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	773
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	773
Bureau de l'interministérialité.....	773
Arrêté N° 12.BI.30 du 7 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz.....	773
Arrêté modificatif N° 12.BI.33 du 11 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	773
Arrêté du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture.....	774
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	777
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	777
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	777
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	777
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	778
Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	778
Arrêté du 16 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	778
Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	779
Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	779
Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	780
Décision de délégation de signature du 5 juin 2012.....	780
Arrêté du 11 juin 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	780
Arrêté du 12 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.....	781

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté N° 12.BI.30 du 7 juin 2012 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation, notamment son article R421-54 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code des marchés publics ;
VU l'ordonnance n° 2004-631 du 1er juillet 2004 relative à la simplification du régime en vigueur d'entrée, de transmission et de contrôle des actes des établissements publics locaux d'enseignement ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
VU le décret n° 92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2004-885 du 27 août 2004 modifiant le décret n°85-2004 du 30 août 1985 modifié relatif aux établissements publics locaux d'enseignement et le code des juridictions financières (partie réglementaire) ;
VU le décret du 9 avril 2009 nommant M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2009, nommant et détachant monsieur Patrick PRIEUR, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, adjoint au secrétaire général de l'académie de Nancy-Metz ;
VU l'arrêté ministériel du 8 novembre 2010 portant nomination et détachement de madame Michèle JOLIAT, conseiller d'administration scolaire et universitaire hors classe, dans l'emploi de secrétaire générale de l'académie de Nancy-Metz ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation est donnée à M. Jean-Jacques POLLET, recteur de l'académie de Nancy-Metz, pour assurer le contrôle de légalité des actes relatifs au fonctionnement des collèges du département de Meurthe et Moselle, tels qu'ils sont énumérés à l'article R 421-54 du Code de l'éducation, et signer les lettres d'observation et recours gracieux aux chefs d'établissements.

Article 2 : La saisine des juridictions administratives est exclue de la présente délégation.

Article 3 : En cas d'absence ou empêchement de M. Jean-Jacques POLLET, la délégation de signature prévue à l'article 1er sera exercée par Mme Michèle JOLIAT, secrétaire générale de l'académie de Nancy-Metz.

Article 4 : En cas d'absence ou empêchement simultané de M. Jean-Jacques POLLET et de Mme Michèle JOLIAT, la délégation de signature prévue à l'article 1er sera exercée par M. Patrick PRIEUR, secrétaire général adjoint de l'académie de Nancy-Metz.

Article 5 : Les signatures de Mme JOLIAT et de M. PRIEUR sont accréditées auprès du directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : L'arrêté du 4 mars 2005 accordant délégation de signature en matière de contrôle de légalité des actes hors action éducatrice des collèges à M. Claude BISSON-VAIVRE, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle et le recteur de l'académie de Nancy-Metz sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 7 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté modificatif N° 12.BI.33 du 11 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des impôts ;
VU le décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'État ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques, notamment son article 4 ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 27 mars 2012 nommant M. Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques, à la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.22 du 12 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du directeur départemental des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.22 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

- arrêtés relatifs à la fermeture exceptionnelle des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et M. Noël CLAUDON, directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 11 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 11 juin 2012 portant organisation des services de la préfecture

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de l'État ;
VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités publiques ;
VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant organisation des services de la préfecture, modifié par arrêté du 25 janvier 2012 ;
VU les avis des comités techniques paritaires locaux réunis les 6 juin 2011, 14 octobre 2011 et 11 janvier 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les services de la préfecture sont organisés comme suit :

A. Le cabinet :

Quatre bureaux ainsi que le service du garage sont placés sous l'autorité du directeur de cabinet :

1) Le bureau du cabinet a pour attributions :

- Préparation des déplacements ministériels,
- Protocole,
- Préparation des dossiers et des discours du préfet,
- Dossier territorial et notices biographiques,
- Synthèse hebdomadaire,
- Élections : saisie des résultats dans l'application, analyse politique, mise à jour du répertoire national des élus,
- Médailles et distinctions honorifiques, honorariat des maires et adjoints,
- Interventions des parlementaires et des élus,
- Interventions de la Présidence de la République, des ministères et des particuliers.

2) Le bureau de la prévention et de la sécurité a pour attributions :

- Pilotage des politiques de sécurité publique (relations avec les services de police et gendarmerie, état-major de sécurité.....),
- Ordre public (manifestations, gens du voyage, interdictions administratives de stade, forces mobiles, demande d'escortes, suivi des mesures de soins psychiatriques...),
- Secrétariat des instances paritaires de la police nationale,
- Suivi des affaires immobilières de la police nationale,
- Prévention de la délinquance (fonds interministériel de prévention de la délinquance, participation aux conseils intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance, groupements locaux de traitement de la délinquance),
- Financement de la vidéo-protection,
- Prévention des dérives sectaires,
- Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT),
- Comité local de lutte contre la fraude (CODAF).

3) Le bureau des polices administratives a pour attributions :

- Détention d'armes,
- Agrément de gardes particuliers (chasse et pêche notamment),
- Agrément des armuriers,
- Activités de sécurité privée : instructions des demandes d'autorisations d'entrée en formation et de délivrance de la carte professionnelle ainsi que des agréments des sociétés et des agents privés de recherches pour le compte du CNAPS,
- Autorisation des manifestations sportives sur la voie publique, aériennes et nautiques,
- Débits de boissons (ouverture tardive, fermeture administrative),
- Vidéo protection.

4) Le service interministériel de défense et de protection civile a pour attributions :

- Planification des secours (ORSEC, plans particuliers d'intervention (PPI), exercices de sécurité civile...),
- Gestion de crise,
- Prévention des risques (ERP (établissements recevant du public), DDRM, IAL),
- Catastrophes naturelles,
- Secourisme,
- Plans vigipirate, grand froid, grippe,
- Déminage, explosifs,
- Annuaire d'urgence,
- Réseau national d'alerte,
- Défense civile et militaire.

5) Le service du garage est chargé de la conduite et de l'entretien des véhicules.

B. Le service interministériel de la communication :

Placé sous l'autorité directe du préfet, il a pour attributions :

- Communication interministérielle,
- Communication de crise,
- Relations presse; rédaction des projets de communiqués de presse,
- Publications,
- Intranet – Internet,
- Cellule multimédia.

Trois directions sont placées sous l'autorité du secrétaire général de la préfecture :

C. La direction des libertés publiques (DLP) :

Trois bureaux ainsi que le service de pré-accueil du public sont placés sous l'autorité du directeur des libertés publiques.

1) Le bureau de la citoyenneté (DLP 1) a pour attributions :

- Correspondant label Marianne et fraude documentaire,
- Section identité :
 - * Cartes nationales d'identité,
 - * Passeports,
 - * Carte de circulation des commerçants non sédentaires,
- Section élections :
 - * Organisation des élections politiques et professionnelles et gestion des crédits afférents,
 - * Mise à jour des conseillers municipaux,
 - * Jury d'assises,
 - * Syndicats professionnels,
- Section activités réglementées :
 - * Associations, congrégations, fondations, dons et legs,
 - * Recherche dans l'intérêt des familles,
 - * Déclaration d'option pour les obligations militaires,
 - * Agents immobiliers,
 - * Réglementation funéraire (habilitations des opérateurs funéraires - rapatriement de transport de corps et d'urnes),
 - * Liquidation des stocks,
 - * Tourisme (titre et classement des offices du tourisme, des communes touristiques et des guides interprètes),
 - * Hippodromes (ouverture annuelle, agrément des commissions de courses),
 - * Quêtes sur la voie publique,
 - * Loterie,
 - * Déclaration des foires et salons,
 - * Autorisation de circulation du train touristique.

2) Le bureau des usagers de la route (DLP 2) a pour attributions :

- Correspondant label Marianne et fraude documentaire,
- Régie de recettes,
- Section S.I.V. :
 - * Immatriculation des véhicules neufs, occasions et véhicules importés,
 - * Enregistrement des cessions,
 - * Agrément et habilitation des professionnels de l'automobile pour immatriculer,
 - * Enregistrement des lots de cartes d'immatriculations établies par les professionnels de l'automobile,
 - * Contrôle des procédures d'immatriculations des professionnels de l'automobile,
 - * Établissement des cartes W garage,
 - * Inscription et radiation de gage,
 - * Opposition d'huissier,
- Section permis de conduire :
 - * Délivrance des permis de conduire,
 - * Échange des permis étrangers,
 - * Arrêtés de suspension des permis,
 - * Enregistrement des points suite aux stages de récupération,
 - * Annulation des permis de conduire,
 - * Enregistrement des décisions judiciaires en matière d'infractions,
 - * Secrétariat de la commission médicale,
 - * Enregistrement des dossiers d'auto école pour les candidats au permis de conduire,
 - * Agrément des fourrières et des centres de contrôles techniques,
 - * Contentieux.
- Section réglementation générale :
 - * Organisation des réunions de la commission départementale des taxis,
 - * Organisation des examens de conducteur de taxis,
 - * Délivrance des nouvelles cartes professionnelles,
 - * Relations avec la profession des conducteurs de taxis,
 - * Procédure et suivi de la délégation de service public pour le dépannage sur autoroute et voies rapides non concédées.

3) Le bureau des étrangers (DLP 3) a pour attributions :

- Référent départemental fraude documentaire,
- Correspondant label Marianne,
- Section séjour :
 - * Pôle familial,
 - * Pôle professionnel,
 - * Pôle admission exceptionnelle au séjour,
- Section asile – éloignement :
 - * Asile,
 - * Éloignement du territoire,
 - * Contentieux spécifiques,
- Section naturalisation :
 - * Naturalisations par décret et par mariage,
 - * Organisation des cérémonies de naturalisation pour les nouveaux français.

D. La direction de l'action locale (DAL) :

Trois bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de l'action locale :

1) Le bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales (DAL 1) a pour attributions :

- Contrôle budgétaire des collectivités locales, de leurs groupements et des établissements publics,
- Concours financiers de l'État et subventions aux collectivités et autres bénéficiaires (DGF, DGD département, FCTVA, DETR, fonds européens, FNADT,...),
- Conseil aux collectivités dans les domaines budgétaires et financiers,
- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière budgétaire et financière.

2) Le bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités (DAL 2) a pour attributions :

- Contrôle de légalité pour l'ensemble des collectivités locales, de leurs groupements et établissements publics (y compris contrôle des autorisations d'occupation du sol),

- Intercommunalité (mise en œuvre du volet intercommunalité de la loi du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales, secrétariat de la commission départementale de coopération intercommunale, fonctionnement des collectivités),
- Conseil aux collectivités dans les domaines relevant du contrôle de légalité,
- Secrétariat du comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics (CCIRA),
- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière de contrôle de légalité et d'intercommunalité.

3) Le bureau des procédures environnementales (DAL 3) a pour attributions :

- Instruction des déclarations d'utilité publique,
- Organisation des enquêtes publiques en matière d'aménagement du territoire,
- Suivi des grands projets d'aménagement du territoire,
- Application du code minier,
- Procédures relatives aux canalisations de gaz et lignes électriques,
- Installations classées pour la protection de l'environnement (instruction et suivi des dossiers soumis à déclaration, enregistrement et autorisation),
- Pilotage des procédures d'instruction des plans de prévention des risques technologiques,
- Procédures relatives à la loi sur l'eau (instruction et suivi des dossiers soumis à autorisation),
- Protection de captage,
- Secrétariat des commissions administratives relatives à l'environnement (CODERST, commission des sites, commission d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur),
- Appui aux sous-préfets d'arrondissement dans leur mission de conseil aux élus en matière de procédures environnementales.

E. La direction de la coordination interministérielle et des moyens (DCIM) :

Quatre bureaux sont placés sous l'autorité du directeur de la coordination interministérielle et des moyens :

1) Le bureau de l'interministérialité (DCIM 1) a pour attributions :

- Coordination avec la préfecture de région (préparation des pré CAR et CAR),
- Coordination des services de l'État dans le département :
 - * réunion des chefs de services (collèges plénier et restreint, réunions bilatérales...),
 - * suivi et animation du B.O.P. 333 action 2,
 - * délégations de signature,
 - * suivi des documents mis en signature,
- Politique immobilière de l'État dans le département :
 - * S.P.S.I., gestion et animation du B.O.P. 723 – Ré.A.T.E.,
 - * gestion et animation du B.O.P. 309,
 - * cité administrative de Nancy (conseil de cité, gestion du B.O.P. 723-C.I.P.I.),
 - * enregistrement des actes liés à l'immobilier de l'État,
- Affaires économiques :
 - * secrétariat de la C.D.A.C.,
 - * cellule de veille économique et suivi de la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'emploi et d'économie,
 - * dossiers de subventions aux entreprises au titre du F.R.E.D. national,
 - * dossiers de prêts aux entreprises au titre du F.N.R.T.
- Affaires culturelles (en lien avec le S.T.A.P., la D.R.A.C. et le S.G.A.R.).

2) Le bureau des finances de l'État (DCIM 2) a pour attributions :

- Plate-forme CHORUS,
- Contrôle interne comptable,
- Gestion et animation du BOP 307 et du B.O.P 333-2,
- Relation avec le service des achats de l'État et passation des marchés publics,
- Tenue des inventaires des services administratifs et des résidences du corps préfectoral,
- Suivi du stock des fournitures informatiques et du papier.

3) Le bureau des ressources humaines et de l'action sociale (DCIM 3) a pour attributions :

- Section ressources humaines :
 - * Gestion du personnel,
 - * Budget des rémunérations,
 - * Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences,
 - * Formation,
- Section action sociale :
 - * Gestion des prestations d'action sociale,
 - * Logement des fonctionnaires,
 - * Secrétariat du médecin de prévention.

4) Le bureau de la logistique et de l'immobilier (DCIM 4) a pour attributions :

- Mise en œuvre de l'État exemplaire et de la mutualisation des moyens,
- Fonctions soutiens, service intérieur,
- Service courrier, R.A.A. et reprographie,
- Programmation et suivi des travaux,
- Correspondant RE-FX (suivi immobilier dans l'application Chorus).

F. Trois services sont placés sous l'autorité directe du secrétaire général de la préfecture :

1) Le contrôle de gestion

2) Le pôle juridique interministériel :

- expertise et conseil juridique pour les services de la préfecture et les services déconcentrés de l'État,
- rédaction des mémoires contentieux en matière de contentieux étrangers (hors procédure d'éloignement),
- veille juridique.

3) Le service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication (S.I.D.S.I.C.)

Ce service interministériel départemental est chargé d'assurer, pour le compte des ministères concernés, le bon fonctionnement des systèmes d'information des directions départementales interministérielles et de la préfecture.

Il exerce l'ensemble des précédentes attributions du service départemental des systèmes d'information et de communication (S.D.S.I.C.) :

- Permanence des liaisons gouvernementales,
- Analyse et développement des projets applicatifs locaux,
- Gestion technique des matériels et réseaux,
- Gestion administrative des matériels et logiciels,
- Standard téléphonique.

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 30 juin 2011 portant organisation des services de la préfecture et l'arrêté préfectoral modificatif du 25 janvier 2012 sont abrogés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les directeurs, les chefs de bureaux et de services sont chargés,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il en sera adressé copie au directeur départemental des finances publiques, au directeur académique des services de l'Éducation Nationale de Meurthe-et-Moselle, aux directeurs départementaux interministériels et aux chefs des services déconcentrés de l'État.

Nancy, le 11 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'État, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral DCTAJ-2012-A-25 du 19 avril 2012 portant délégation de signature de M. Christian GAILLARD de LAVERNEE, Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Zone de Défense Est, Préfet du département de la Moselle, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral DCTAJ-2012-A-25 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,

- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAEALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Moselle et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département de la Moselle et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'État, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret n°2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral du 24 avril 2012 portant délégation de signature de M. Pierre-Etienne BISCH, Préfet du département du Bas-Rhin, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,

- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWAEALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Bas-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département du Bas-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 2012118-0020 du 27 avril 2012 portant délégation de signature de M. Alain PERRET, Préfet du département du Haut-Rhin, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012118-0020 du 27 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département du Haut-Rhin et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour le Préfet du département du Haut-Rhin et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 10 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
La décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des Finances Publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 2012-948 du 20 avril 2012 portant délégation de signature de Mme Marcelle PIERROT, Préfète du département des Vosges, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2012- 948 du 6 avril 2010 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Inspecteur Divisionnaire,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : La préfète du département des Vosges et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 10 mai 2012

Pour la Préfète du département des Vosges et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 16 mai 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 1349 du 16 avril 2012 portant délégation de signature de M. Claude MOREL, Préfet du département de la Haute-Marne, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 1349 du 16 avril 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Haute-Marne et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental .
Nancy, le 16 mai 2012

Pour le Préfet du département de la Haute-Marne et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 12.BI.22 du 12 avril 2012 portant délégation de signature de M. Raphaël BARTOLT, Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 12.BI.22 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Meurthe et Moselle et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.
Nancy, le 4 juin 2012

Pour le Préfet du département de la Meurthe-et-Moselle et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Gérant intérimaire de la trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général de Finances Publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe et Moselle,
l'arrêté préfectoral n° 2012-0757 du 19 avril 2012 portant délégation de signature de Mme Colette DESPREZ, Préfet du département de la Meuse, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 2010-1921 du 1er septembre 2010 accordant délégation de signature à Mme Françoise NOITON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Meuse et le Directeur départemental des finances publiques de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 4 juin 2012

Pour le Préfet du département de la Meuse et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Arrêté du 4 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU
le code général de la propriété des personnes publiques,
le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,
la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,
la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des finances publiques, nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques à compter du 1er avril 2012,
l'arrêté préfectoral n° 201214460003 du 23 mai 2012 portant délégation de signature de M. Benoît BROCARD, Préfet du Territoire de Belfort, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral n° 201214460003 du 23 mai 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,
- Mme Catherine BOVERESSE, Inspecteur,
- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,
- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,
- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du Territoire de Belfort et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 4 juin 2012

Pour le Préfet du Territoire de Belfort et par délégation,
L'Administrateur général des finances publiques,
Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

Décision de délégation de signature du 5 juin 2012

L'Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2008-310 du 3 avril 2008 relatif à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-208 du 20 février 2009 relatif au statut particulier des administrateurs des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
VU l'arrêté ministériel du 11 décembre 2009 portant création de la direction départementale des finances publiques de Meurthe et Moselle ;
VU le décret n° 2011-1997 du 28 décembre 2011 relatif au dispositif de tiers de confiance prévu à l'article 170 ter du code général des impôts ;
VU l'arrêté du 1er mars 2012 portant modèle de conventions nationale et individuelle ;
VU le décret du 27 mars 2012 portant nomination de Monsieur Noël CLAUDON, administrateur général des finances publiques en qualité de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;
VU la décision du directeur général des finances publiques en date du 29 mars 2012 fixant au 1er avril 2012 la date d'installation de Monsieur CLAUDON dans les fonctions de directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle ;

DELEGATIONS GENERALES

Article 1er : Délégation de signature est donnée à :

Monsieur Gabriel GANZENMULLER, administrateur des finances publiques, pour signer la convention individuelle conclue entre, d'une part, le membre de la profession réglementée d'avocat, de notaire ou d'expertise comptable qui souhaite exercer la mission de tiers de confiance définie à l'article 170 ter du Code Général des Impôts et dont les conditions d'application sont précisées dans le décret n° 2011-1997 du 28 décembre 2011, et, d'autre part, le directeur départemental des Finances publiques, selon le modèle défini par l'arrêté du 1er mars 2012.

Article 2 : La présente décision prend effet le 2 mai 2012. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 5 juin 2012

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON
Administrateur général des finances publiques

Arrêté du 11 juin 2012 relatif au régime d'ouverture au public des services de la direction départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe et Moselle,

VU les articles 1 et 3 du décret n° 71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs de l'Etat ;
VU le décret n° 71-72 du 26 janvier 1971 portant abrogation des articles 632 et 644 du Code Général des Impôts ;
VU les articles 26 et 43 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des Services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant dispositions transitoires relatives à la direction générale des finances publiques ;
VU le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;
Considérant le déménagement du centre des impôts fonciers de Nancy ;
SUR proposition du directeur départemental des finances publiques ;

ARRETE

Article 1er : Les services du centre des impôts fonciers de Nancy seront fermés à titre exceptionnel du 18 au 26 juin 2012 inclus.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat.

Nancy, le 11 juin 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 12 juin 2012 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Noël CLAUDON, Administrateur général des finances publiques, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,

VU

le code général de la propriété des personnes publiques,

le code du domaine de l'Etat, notamment son article R.150-2,

la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, notamment le 3° du I de l'article 33,

la décision en date du 29 mars 2012 du Directeur Général des Finances Publiques nommant M. Noël CLAUDON en qualité de Directeur départemental des finances publiques du département de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er avril 2012,

l'arrêté préfectoral SML-I62012 n° 952 du 8 juin 2012 portant délégation de signature de M. Arnaud COCHET, Préfet du département de la Haute-Saône, à M. Noël CLAUDON, ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'arrêté préfectoral SML-I62012 n° 952 du 8 juin 2012 accordant délégation de signature à M. Noël CLAUDON, Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux agents suivants :

- M. Philippe BAUER, Trésorier Principal,

- M. David de BEAUMONT, Inspecteur,

- Mme Catherine BOUVERESSE, Inspecteur,

- Mmes Cécile BILLY, Elisabeth DANGIN, Véronique RONCHARD, Sylviane ROSSIGNOL, contrôleuses,

- MM. Raphaël LOGEL et Stéphane OTTENWALTER, contrôleurs.

Article 2 : Le préfet du département de la Haute-Saône et le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le Directeur départemental.

Nancy, le 12 juin 2012

Pour le Préfet du département de la Haute-Saône et par délégation,

L'Administrateur général des finances publiques,

Le Directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle,
Noël CLAUDON

